

# Note pour le Débat d'Orientations Budgétaires 2010

## I-Introduction

Cette année, encore l'environnement macro-économique doit être particulièrement intégré à nos réflexions et plus encore aux choix que nous aurons à opérer. Nous y ajouterons les éléments majeurs d'incertitude que représentent, au-delà de 2010, la réforme des collectivités territoriales et la suppression d'une partie de la taxe professionnelle.

La politique que nous entendons suivre reposera sur les éléments clés suivants :

1. La mise en œuvre du programme annoncé
2. La stabilisation des effectifs après la réalisation des recrutements en cours
3. Le respect des engagements de stabilité des taux d'imposition locale concernant les ménages
4. La définition de procédures d'achat rigoureuses
5. Le contrôle de l'endettement

Ce sont tous ces éléments qui sont présentés dans le présent document.

## II- Eléments contextuels

Malgré l'intervention des autorités politiques et financières dans le monde, la contraction de l'activité a atteint 2,5% tant aux Etats-Unis que dans la zone euro. Une amélioration est attendue en 2010 (croissance de 2% aux USA et de 1% en Europe). En France les éléments à prendre en considération pour l'élaboration du budget sont les suivants

### *Le Produit intérieur brut*

Après quatre trimestres de repli, l'évolution du PIB devrait s'établir aux alentours de 1,2% en 2010. (Prévisions allant de 0,2 à 2,5% selon les économistes)

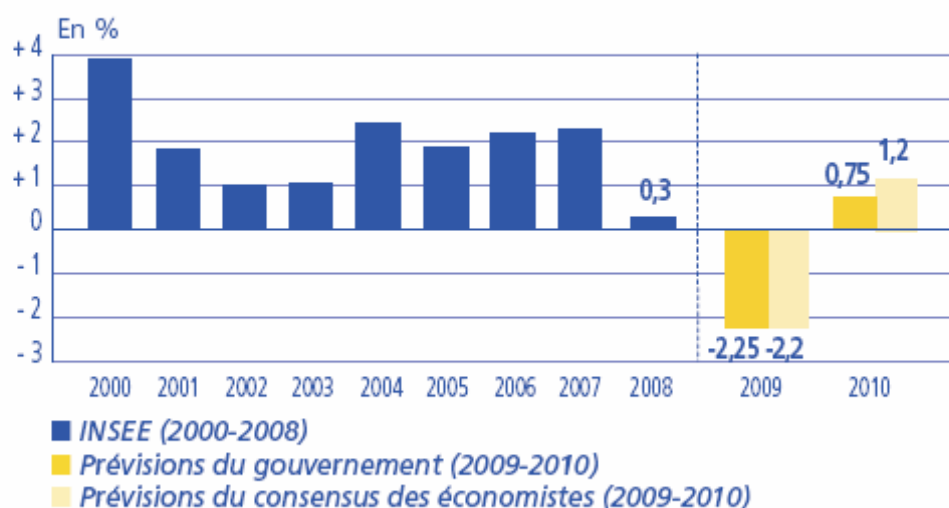
- Consommations des ménages + 0,7%
- Investissement productif + 0,8% (après -6,8% en 2009)

En valeur absolue le PIB 2008 était de 1950 Mds €

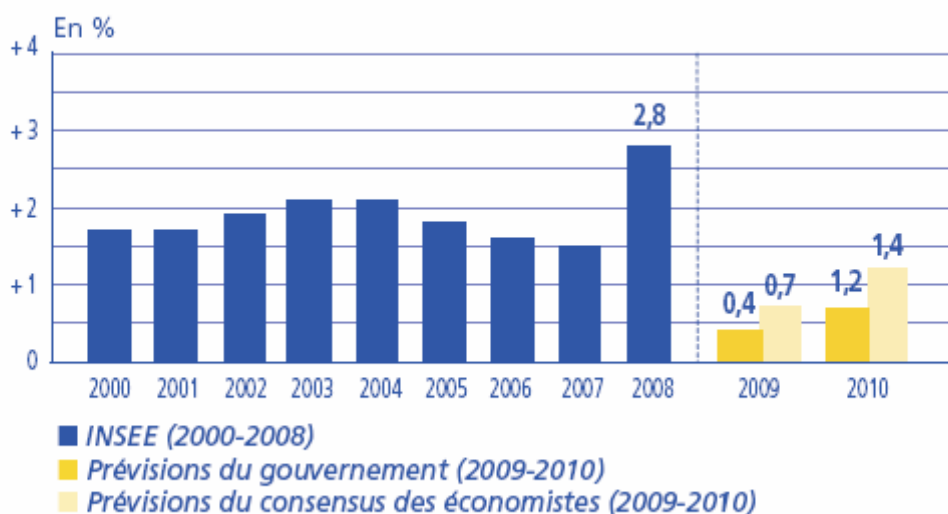
### *L'inflation*

Les prix à la consommation ont stagné en 2009 (+0,7%) en raison du net repli du coût des produits pétroliers et des matières premières alimentaires. En 2010 on s'attend à une légère augmentation de l'inflation qui pourrait atteindre 1,4

## Évolution annuelle en volume du produit intérieur brut en France



## Inflation annuelle moyenne en France

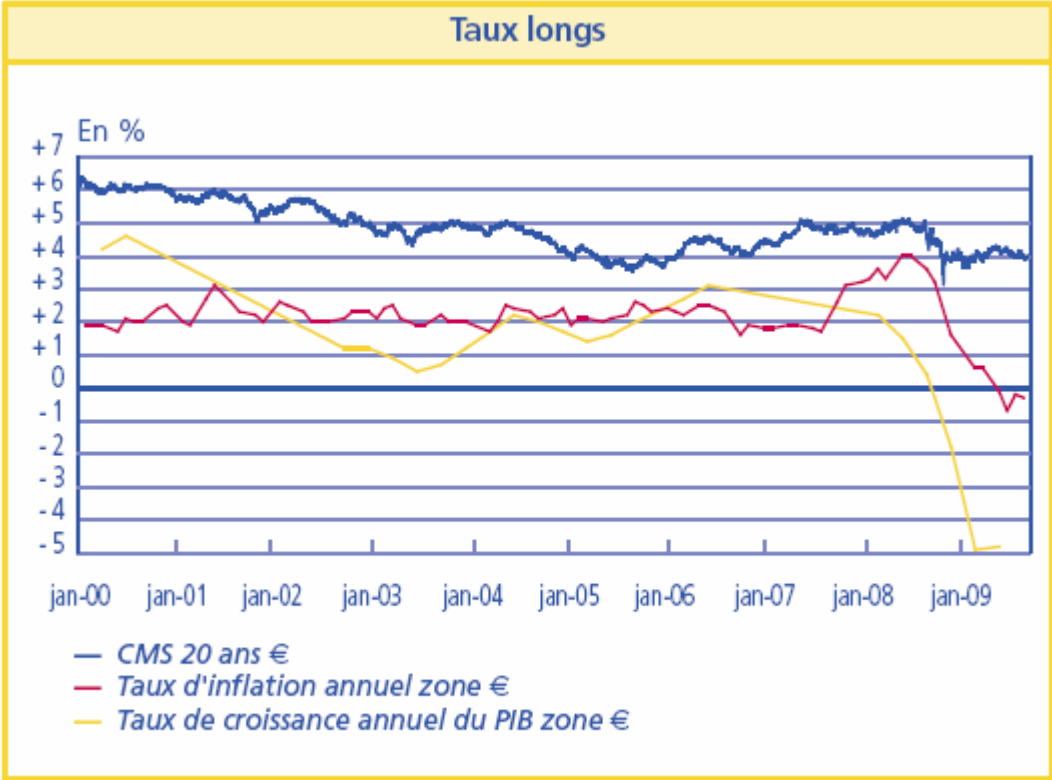
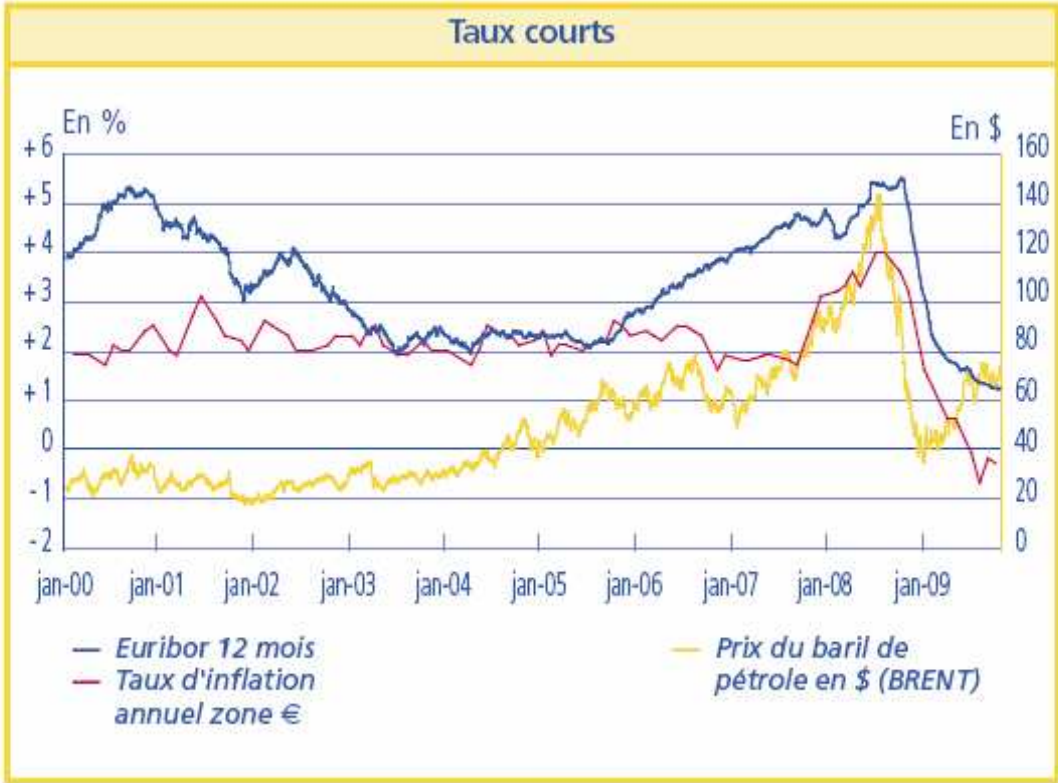


### *Les taux d'intérêt*

Les taux d'intérêt sont aujourd'hui au plus bas. Compte tenu des prévisions en matière d'inflation, la BCE ne devrait pas remonter ses taux directeurs avant le second semestre 2010. Il pourrait atteindre 1,5% fin 2010 pour 1% fin 2009.

Les taux longs sont plus sensibles aux anticipations de croissance et pourraient ainsi augmenter fortement si une croissance vigoureuse entraînait une hausse des matières

premières et une reprise de l'inflation, ou subir de fortes baisses dans le cas d'une reprise très molle.



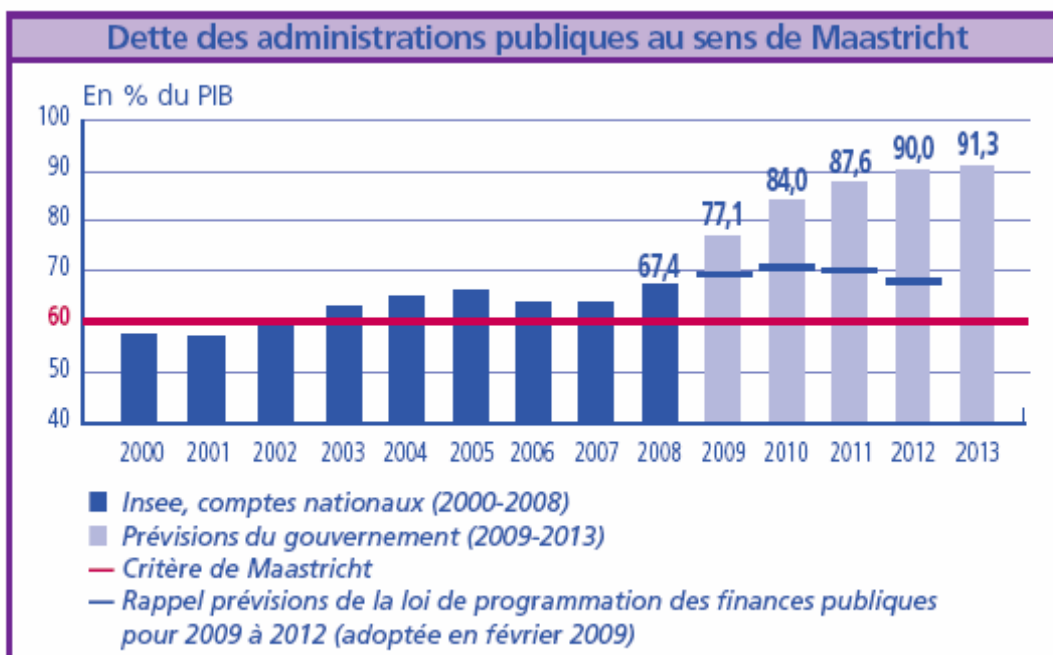
## Les finances publiques

Les éléments caractérisant les finances publiques de notre pays sont :

- Un déficit budgétaire record (8,5%)
- En corollaire une augmentation forte de l'endettement des administrations publiques (+ 17 points de PIB entre 2008 et 2010)
- La réduction des moyens mis en œuvre par l'Etat pour la relance (16,4 Mds en 2009 et 4,1 Mds prévus en 2010)
- La réforme de la taxe professionnelle qui pour nous constitue le point d'alarme le plus important car elle introduit la plus grande incertitude sur nos finances au delà de 2010. En 2010 la compensation intégrale de la suppression d'une partie de la TP coulera **31,6 Mds €** à l'Etat tandis que les recettes de remplacement prévues ne sont que de **17,1 Mds d'€**

Déficit public au sens de Maastricht						
En % du PIB	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total administrations publiques	- 3,4 %	- 8,2 %	- 8,5 %	- 7,0 %	- 6,0 %	- 5,0 %
Administrations publiques centrales	- 2,9 %	- 6,4 %	- 5,6 %	- 4,3 %	- 3,7 %	- 3,1 %
Administrations de sécurité sociale	- 0,0 %	- 1,4 %	- 2,3 %	- 2,2 %	- 2,0 %	- 1,8 %
Administrations publiques locales	- 0,4 %	- 0,4 %	- 0,5 %	- 0,4 %	- 0,3 %	- 0,2 %

Source : Rapport économique, social et financier - PLF pour 2010



En mds €	LFI 09	PLF 2010 structure constante	Évolution 2010 constant / 2009 (en %)	PLF 2010 structure courante <sup>1</sup>
<b>DÉPENSES ENTRANT DANS LA NORME « 0 % VOLUME »</b>				
Dépenses du budget général (1)	277,1	280,2	+ 1,1	281,1
- dont fonctionnement, interventions et investissement	114,5	116,5	-	121,5
- dont masse salariale	84,1	84,7	-	82,0
- dont pensions	35,3	36,3	-	35,1
- dont charges de la dette	43,0	42,5	-	42,5
- dont provisions et réserves	0,2	0,3	-	0,1
Prélèvements sur recettes (2)	71,1	72,4	+ 1,7	102,8
- PSR collectivités territoriales <i>dont compensation temporaire de la réforme TP</i>	52,2	52,9	-	84,6
			-	31,6
- PSR Union européenne	18,9	19,5	-	18,2
<b>Total des dépenses (1+2)</b>	<b>348,2</b>	<b>352,6</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>383,9</b>
<b>DÉPENSES HORS NORME (LFI 09 RÉVISÉE)</b>				
Plan de relance de l'économie (3)	16,4	4,1	-	4,1
<b>&gt;&gt; Dépenses totales (1+2+3)</b>	<b>364,7</b>	<b>356,7</b>	<b>-</b>	<b>388,0</b>

En mds €	LFI 09	LFI 09 révisée	PLF 2010	Évolution 2010/2009 révisée (en %)
Recettes fiscales brutes	361,3	325,9	347,1	6,5
- impôt sur le revenu	59,4	56,0	54,7	- 2,3
- impôt sur les sociétés	60,1	48,2	50,4	4,5
- TIPP <sup>3</sup>	15,3	14,9	14,5	- 2,4
- TVA	186,3	169,3	171,0	1,0
- autres (dont impact de la réforme TP)	40,2	37,5	56,5	50,6
Remboursements et dégrèvements (-)	102,0	113,7	94,8	- 16,6
Recettes fiscales nettes	259,4	212,2	252,3	18,9
<i>Hors TP, plan de relance</i>		228,0	240,0	5,2
Recettes non fiscales <sup>4</sup>	22,7	19,2	14,9	- 22,2
<b>&gt;&gt; Recettes totales nettes</b>	<b>282,1</b>	<b>231,4</b>	<b>267,2</b>	<b>15,5</b>

<b>Impact de la réforme de la TP sur le budget de l'État</b>	
	<b>Md € (valeurs 2010)</b>
Disparition des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'État au titre de la TP	- 2,3
<b>Suppression d'impositions liées à la TP et affectées à l'État :</b>	<b>- 2,7</b>
Suppression de la cotisation nationale de péréquation sur la TP	- 1,1
Remplacement par la cotisation nationale de péréquation sur la CLA	+ 0,2
Suppression de la cotisation minimale de TP	- 1,9
Suppression d'une partie des dégrèvements et crédits d'impôt de TP à la charge de l'État	+ 2,7
<b>Nouvelles taxes affectées temporairement à l'État</b>	<b>+ 17,1</b>
Cotisation complémentaire (CC)	+ 10,2
Cotisation locale d'activité (CLA)	+ 5,6
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	+ 1,3
Augmentation du produit de la taxe sur les installations nucléaires de base	+ 0,3
<b>Impact sur les recettes fiscales nettes du budget général</b>	<b>+ 15,1</b>
Comptes spéciaux : perception par l'État du produit de TP sur titres antérieurs (essentiellement plafonnement à la VA)	+ 4,9
Compensation aux collectivités locales de la suppression de la TP via un PSR	- 31,6
<b>Impact de la mesure sur les recettes de l'État</b>	<b>- 11,6</b>

### III- Situation financière de la commune de Villecresnes

#### *Endettement*

Comme on pourra le constater à la lecture des tableaux ci-dessous l'endettement de notre ville a encore diminué en 2009. Aucun emprunt n'a été levé au titre de l'exercice budgétaire 2009, mais nous devrions présenter au conseil du 12 décembre une proposition d'emprunt de 500 K€ sur les 1080 K€ prévus initialement.

Type de dette	Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Vie moyenne résiduelle	Nombre Emprunts
<b>Dette Globale</b>	3 182 041.00 €	3.22 %	9.96 ans	4.94 ans	8
<b>Taux Fixe Fort</b>	1 830 814.25 €	4.14 %	9.01 ans	4.30 ans	6
<b>Taux Fixe Faible</b>	-	-	-	-	0
<b>Taux Variable Faible</b>	-	-	-	-	0
<b>Taux Variable Fort</b>	1 351 226.75 €	1.97 %	11.24 ans	5.80 ans	2

## Graphiques clés par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

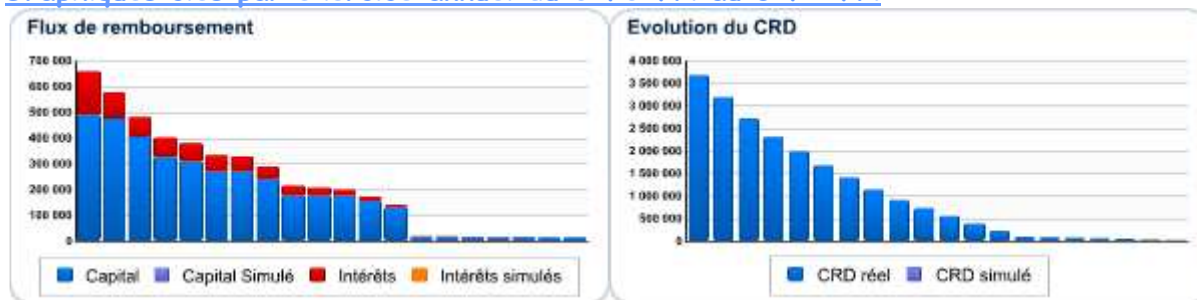


Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD de fin d'exercice
2009	3 669 620.40 €	487 579.38 €	169 583.93 €	657 163.31 €	3 182 041.00 €
2010	3 182 041.00 €	474 059.97 €	101 392.01 €	575 451.98 €	2 707 981.03 €
2011	2 707 981.03 €	404 019.53 €	* 77 295.95 €	* 481 315.48 €	2 303 961.50 €
2012	2 303 961.50 €	324 019.53 €	* 77 716.05 €	* 401 735.58 €	1 979 941.97 €
2013	1 979 941.97 €	307 226.93 €	* 71 667.87 €	* 378 894.80 €	1 672 715.04 €
2014	1 672 715.04 €	269 019.53 €	* 64 529.65 €	* 333 549.18 €	1 403 695.51 €
2015	1 403 695.51 €	269 019.53 €	* 56 904.97 €	* 325 924.50 €	1 134 675.98 €
2016	1 134 675.98 €	239 816.37 €	* 48 202.93 €	* 288 019.30 €	894 859.61 €
2017	894 859.61 €	174 019.53 €	* 39 334.55 €	* 213 354.08 €	720 840.08 €
2018	720 840.08 €	174 019.53 €	* 32 283.48 €	* 206 303.01 €	546 820.55 €
2019	546 820.55 €	174 019.53 €	* 24 929.71 €	* 198 949.24 €	372 801.02 €
2020	372 801.02 €	154 019.32 €	* 17 630.76 €	* 171 650.08 €	218 781.70 €
2021	218 781.70 €	129 853.01 €	* 10 956.56 €	* 140 809.57 €	88 928.69 €
2022	88 928.69 €	12 704.08 €	4 713.22 €	17 417.30 €	76 224.61 €
2023	76 224.61 €	12 704.08 €	4 039.90 €	16 743.98 €	63 520.53 €
2024	63 520.53 €	12 704.08 €	3 366.59 €	16 070.67 €	50 816.45 €
2025	50 816.45 €	12 704.08 €	2 693.27 €	15 397.35 €	38 112.37 €
2026	38 112.37 €	12 704.08 €	2 019.96 €	14 724.04 €	25 408.29 €
2027	25 408.29 €	12 704.08 €	1 346.64 €	14 050.72 €	12 704.21 €
2028	12 704.21 €	12 704.21 €	673.32 €	13 377.53 €	0.00 €
		<b>3 669 620.38 €</b>	<b>* 811 281.32 €</b>	<b>* 4 480 901.70 €</b>	

## LES COMPTES DES COMMUNES

- données BPS exprimées en euros -

[Retour](#) - [Retour menu](#)

[Imprimer](#)

### ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX

2008

DEPARTEMENT : VAL-DE-MARNE

### VILLECRESNES

Population (double comptes) : 8 443 habitants

Budget principal seul

En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate	communes de 5 000 à 10 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (4 taxes)	Ratios de structure	Moyenne de la strate
<b>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>8 855</b>	<b>1 049</b>		<b>1 215 TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A</b>	<u>en % des produits</u>	
4 761	564		546 dont : Impôts Locaux	53,77	44,91
726	86		90 Autres impôts et taxes	8,20	7,37
1 826	216		301 Dotation globale de fonctionnement	20,63	24,76
<b>7 142</b>	<b>846</b>		<b>1 060 TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B</b>	<u>en % des charges</u>	
3 842	455		501 dont : Charges de personnel	53,79	47,32
2 159	256		270 Achats et charges externes	30,23	25,44
231	27		47 Charges financières	3,23	4,41
168	20		39 Contingents	2,35	3,71
360	43		88 Subventions versées	5,05	8,28
<b>1 713</b>	<b>203</b>		<b>155 RESULTAT COMPTABLE = A - B = R</b>		
<b>ELEMENTS DE FISCALITE</b>					
<b>5 773</b>	<b>615</b>		<b>750 Potentiel fiscal</b> (population = 9 388 habitants)	<u>taux</u>	<u>taux moyen</u>
1 730	205		168 Produits foncier bâti	16,86	16,77
40	5		6 Produits foncier non bâti	53,52	45,04
2 256	267		120 Produits taxe d'habitation	13,63	11,45
734	87		258 Produits taxe professionnelle	14,37	11,94
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>					
<b>3 282</b>	<b>389</b>		<b>555 TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C</b>	<u>en % des ressources</u>	
0	0		150 dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées	0,00	27,05
272	32		71 Subventions reçues	8,30	12,85
490	58		49 FCTVA	14,92	8,89
0	0		0 Retour de biens affectés, concédés, ...	0,00	0,00
<b>2 257</b>	<b>267</b>		<b>550 TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D</b>	<u>en % des emplois</u>	
1 748	207		404 dont : Dépenses d'équipement	77,46	73,54
509	60		108 Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	22,54	19,69
0	0		0 Charges à répartir	0,00	0,09
0	0		0 Immobilisations affectées, concédées, ...	0,00	0,00
<b>-1 025</b>	<b>-121</b>		<b>-5 Besoin ou capacité de financement Résiduel de la section d'investissement = D - C</b>		
0	0		-1 + Solde des opérations pour le compte de tiers		
<b>-1 025</b>	<b>-121</b>		<b>-6 = Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E</b>		
<b>2 738</b>	<b>324</b>		<b>162 Résultat d'ensemble = R - E</b>		
<b>AUTOFINANCEMENT</b>					
				<u>en % des prod. de fonct.</u>	
2 125	252		236 Excédent brut de fonctionnement	24,00	19,39
1 893	224		195 Capacité d'autofinancement = CAF	21,37	16,02
1 384	164		86 CAF nette du remboursement en capital des emprunts	15,63	7,10
<b>ENDETTEMENT</b>					
				<u>en % des prod. de fonct.</u>	
3 401	403		1 072 Encours total de la dette au 31/12/N	38,41	88,22
739	88		154 Annuité de la dette	8,35	12,64
0	0		0 Avances du Trésor au 31/12/N	0,00	0,00
<b>2 136</b>	<b>253</b>		<b>193 FONDS DE ROULEMENT</b>		

### Analyse financière de la commune de Villecresnes

#### Les quatre indicateurs synthétiques des risques financiers

Les quatre ratios d'alerte définis par la direction générale de la comptabilité publique. Pour mémoire, la fiabilité de ces critères d'alerte, fondés sur le dépassement simultané de trois ou quatre seuils, a



pu être testée à l'occasion de l'enquête sur les communes confrontées à de graves difficultés financières et s'est révélée satisfaisante. Ces quatre critères doivent se traduire de la façon suivante ;

- 4 seuils atteints : situation critique,
- 3 seuils atteints : situation vulnérable,
- Autre : situation non signalée.

1<sup>er</sup> indicateur : la marge d'autofinancement courant, soit les dépenses réelles de fonctionnement plus le remboursement annuel de la dette en capital sur les recettes réelles de fonctionnement :

2007	2008	DGCL RATIO 2006
0.83	0.84	0.862

*Ce seuil n'est pas atteint en 2008.*

2<sup>ème</sup> indicateur : le niveau d'endettement soit l'encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement

2007	2008	DGCL RATIO 2006
0,47	0.41	0.785

Le seuil d'alerte est atteint au delà de 1,6 pour les communes de plus de 5 000 habitants.

Au 31 décembre 2008, l'encours de la dette est d'environ 3 669 K€ pour des recettes réelles de fonctionnement d'environ 8 910 K€.

*Ce seuil n'est pas atteint en 2008.*

3<sup>ème</sup> indicateur : le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, soit le produit des contributions directes sur le potentiel fiscal :

2007	2008	DGCL RATIO 2006
0.83	0.82	0.871

*Ce seuil n'est pas atteint en 2008.*

4<sup>ème</sup> indicateur : la rigidité des charges de structure, soit les frais de personnel plus le remboursement annuel de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement :

2007	2008
0.53	0.49

Le seuil d'alerte est franchi au-delà de 0,58 pour les communes de plus de 5 000 habitants. *Ce seuil n'est pas atteint en 2008.*

En conséquence, la commune de Villecresnes est en position de « situation non signalée ».

## IV- Exécution budgétaire 2009

## *Fonctionnement*

Les dépenses courantes (chapitre 11) s'établiront à 2330 K€ c'est-à-dire 230 K€ au dessus du budget initial prévu

Les dépenses de personnel devraient être en dépassement d'environ 200 K€ en raison :

- D'une difficile appréhension des éléments prévisionnels pour la préparation du budget 2009. La mise en place d'un suivi détaillé nous permettra d'échapper à cette difficulté en 2010.
- L'effet report des recrutements 2008
- La remise en ordre de la répartition du personnel entre ville et CCAS
- L'effet des titularisations et des corrections salariales opérées
- La dynamisation de la prime d'assiduité

L'économie du prélèvement au titre de la loi SRU

Les autres chapitres devraient correspondre au budget

Au niveau des recettes il convient de noter

- Une baisse importante des remboursements sur rémunérations du personnel (maladie) (40 K€)
- Les recettes provenant des impôts et taxes rapportent environ 250 K€ de plus que prévu (Impôts et taxes : +280 K€ (hausse des bases); Taxes diverses : + 120 K€ ; droits de mutation : -150 K€)
- Une hausse des dotations proche de 130K€

Au total le résultat de fonctionnement dégagé devrait se situer autour de 1250 K€, niveau légèrement supérieur aux 1100 K€ budgétés.

## *Investissement*

A mi-novembre nous pouvons considérer que les investissements réalisés seront conformes aux engagements pris à l'exception :

- Des dépenses envisagées pour la maison de la petite enfance qui seront pour l'essentiel reportées en 2010 en raison du décalage de calendrier dans les études et l'appel d'offres.
- Du report sur 2010 de l'enfouissement des réseaux de la rue du réveillon après la fin des travaux en cours
- Du non engagement de la transformation du bâtiment attenant à la bibliothèque en maison des associations en raison du coût estimé après étude des structures.
- De l'avancement de la seconde tranche d'aménagement du chemin du Quartier
- De la réfection dès 2009 de la rue Félix FAURE, pour tenir compte de la mise en œuvre du plan de circulation.
- D'une augmentation des dépenses effectuées pour la réfection des trottoirs et la réhabilitation des bâtiments scolaires

Au niveau des recettes les éléments à retenir sont :

- La diminution des subventions qui auraient du être reçues pour la MPE (300 K€)
- Une recette supplémentaire de 250 K€ due à la convention signée pour percevoir par anticipation le FCTVA 2008

- La non réalisation à ce jour de l'emprunt de 1080 K€. Une partie (500 K€) devrait cependant être levée pour équilibrer le budget 2009

## IV- Orientations pour le Budget 2010

### *Fonctionnement*

Les recettes de fonctionnement attendues en 2010 sont de **9120 K€**.

Elles étaient de 8800 K€ au BP 2009 et 9125 K€ au réel compte tenu des éléments évoqués ci-dessus.

Nous avons maintenu une certaine prudence au niveau des éléments variables et augmenté les impôts et dotations du montant prévu par la loi de finances. Conformément aux engagements pris, aucune hausse des taux d'imposition locale dépendant de la municipalité n'aura lieu.

Au chapitre des dépenses l'objectif fixé pour 2010 demeure le dégagement d'un **autofinancement de 1 M€**.

Pour l'atteindre les limites fixées à chacun des chapitres du budget s'établiront comme suit :

- Dépenses courantes (chap11) : 2150 K€ (2100 au BP 2009, 2330 en réel)
- Dépenses de personnel (Chap12) : 4300 K€ (3900 au BP, 4100 en réel). Il s'agit de tenir compte ici de l'impact en année pleine de recrutements récents et de ceux à venir (Communication, ASPTT, Etudes techniques) des hausses conjoncturelles et de l'habituel GVT
- Autres chapitres peu changés

<b>BUDGET PRIMITIF 2010 DE LA SECTION FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Libellé</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Détails</b>	<b>recettes</b>
charges à caractère général	2 150 847,00 €	PRODUITS DES SERVICES	747 072,00 €
Charges du personnel	4 309 000,00 €	IMPOTS TAXES	5 790 394,00 €
Charges de gestion courante	1 100 568,00 €	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	2 312 131,00 €
Charges financières	180 633,00 €	PRODUITS DE GESTION COURANTES	228 462,00 €
Charges exceptionnelles	8 000,00 €	PRODUITS FINANCIERS	0,00 €
VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT	1 000 000,00 €	ATTENUATION DE CHARGES	41 754,00 €
ATTENUATION DE PRODUITS		PRODUITS EXCEPTIONNELS	500,00 €
DEPENSES IMPREVUES	191 265,00 €		
AMORTISSEMENTS	180 000,00 €		
	9 120 313,00 €		9 120 313,00 €
		ECART=AUTOFINANCEMENT	0,00 €

### *Investissement*

Nos priorités de travail pour l'année 2010 portent sur :

1. Le projet de maison pour la petite enfance. Les préconisations techniques retenues et le résultat de l'appel d'offres conduisent à une augmentation très

importante du coût de construction de cette structure. (30%) Au total et en intégrant les travaux induits le coût du projet devrait s'établir à 2400 K€

2. Le plan de circulation pour lequel nous retenons une enveloppe de 500 K€ comprenant l'aménagement de la rue du Lieutenant DAGORNO, les giratoires et l'ensemble de la signalétique
3. Le transfert des tennis sur le site du bois d'Auteuil. L'achat de l'espace à La Poste devrait s'établir à 1100 K€ auxquels nous ajouterons 400 K€ de transfert d'installations. Ces 1500 K€ seront compensés par la vente des terrains de la rue d'Yerres.
4. Le transfert du Tir à l'arc pour 350 K€. Cette opération est rendue nécessaire par l'état des installations actuelles utilisées par ce club et surtout par la double nécessité de dégager l'espace actuel et de trouver une occupation paisible aux terrains du chemin de Vaux.
5. Les autres opérations bloquées concernent :
  - Une enveloppe pour travaux d'urgence : 150 K€
  - L'enfouissement après travaux des réseaux rue du réveillon : 100 K€
  - Une réserve pour imprévus : 120 K€
  - La poursuite du programme de sécurisation des bâtiments publics : 30 K€
  - L'amélioration du parc informatique : 20K€

Recettes		Dépenses	
Solde d'exécution antérieure	96	emprunt relais	550
FCTVA	300	emprunts courants	475
TLE	100		
DGI	20	<b>Dépenses bloquées</b>	<b>4970</b>
Réserve parlementaire	10	Achat terrain ASPTT	1100
DGE	41	Transfert des tennis	400
Amendes de police	20	Maison Petite Enfance	2200
Subvention Région (MPE)	410	Plan de Circulation	500
Subvention CAF (MPE)	293	Transfert Tir à l'arc	350
Amortissements	180	Travaux d'urgence	150
Virement de section fonctionnement	1000	Enfouissement réseau réveillon	100
Vente terrain rue d'Yerres	1500	Réserve	120
Emprunts	2362	Sécurisation bâtiments	30
Emprunt relais	550	Parc informatique	20
Excédents de Fonctionnement cumulés	1258	<b>Dépenses ajustables</b>	<b>750</b>
		Dépenses courantes	500
		Parc du château	40
		Dotation mobilier écoles	25
		Travaux écoles	130
		Espaces verts	20
		Accessibilité	35
<b>Recettes nouvelles</b>	<b>8140</b>	<b>Dépenses nouvelles</b>	<b>6745</b>
Reste à Recevoir	855	Restes à Réaliser	2250
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>8995</b>	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>8995</b>

L'enveloppe consacrée aux dépenses ajustables est de 750 K€. Elle fera l'objet d'un choix de priorités soumises à la commission compétente du conseil.

Compte tenu des projets qui vous ont été exposés notre endettement devrait évoluer comme suit.

Capital restant du au 10/11	3182
Emprunts 2009	500
Capital restant du fin 12-2009	3682
Remboursement 2010	-1025
Emprunts 2010	2912
Capital restant du 31/12/2010	5569

## V- Conclusions

Les projets qui vous sont présentés s'inscrivent dans la volonté affirmée de respecter le contrat passé avec les villescresnois, tant sur le plan des réalisations que sur celle de la gestion des deniers publics.

Au-delà des réalisations présentées ici, nous entreprendrons en 2010 une série de réflexions, d'études ou de travaux préparatoires destinées à éclairer nos décisions futures :

- La ferme de la rue de CERCAY sur laquelle nous mènerons une étude approfondie pour identifier précisément les éléments patrimoniaux, la nature et le coût de sa réhabilitation.
- Le futur centre de loisirs
- Le CTM